



La transition écologique et sociétale inéluctable, nécessaire et souhaitable pour tous

Deux axes pour un avenir :

1) Une société dans le même état que l'environnement

2) La nouvelle économie

MOTS-CLÉS

Nouvelle économie, démocratie, écologie, réchauffement climatique, intelligence collective, économie contributive, contrat social, révolution numérique, transition sociétale, coopération, environnement, humain, égalité, misère, revenu de base, l'humain d'abord.

INTRODUCTION

Des milliers d'années d'évolution, de rêve de l'humanité de se libérer de la contrainte du travail, pour parvenir à une société plus humaine qu'économique. Le 21ème siècle nous l'offre enfin mais, confronté aux murs, réels ou ressentis, du réchauffement climatique, de l'automatisation, de la globalisation, de l'immigration de masse, cette évolution fait peur. La société manifeste son mécontentement. Les revendications n'expriment pas de solutions, mais mettent en exergue les problèmes ou leur perception. Les ressentiments, grâce auxquels les populistes connaissent une période faste, sont un symptôme caractéristique de cette tension, de cette peur de ces murs qui induisent un rejet de l'autre, la méfiance et la suspicion, en raison d'un avenir anxiogène.

Toutefois, les marches pour le climat, le développement et le succès de thèses déclinistes, nous démontrent que la société est foncièrement déterminée à ne pas abandonner, à ne pas se laisser faire, à sauter le pas écologique et sociétal indispensable. De donner le pouvoir à la population de tracer son avenir en la faisant contribuer et bénéficier des retombées de ses actions sera à même de nous ouvrir cet horizon aujourd'hui obscur. Tandis que, face à ce constat, ne s'opposent encore que la vacuité des idées, du recul des acquis, l'obsolescence du paysage politique, du passé. Et ce même chez ceux perçus comme progressistes qui ne voient pas d'autre échappatoire qu'à renoncer autant que possible à ce qu'ils imaginent être à l'origine de la situation, tout en préservant l'humain au détriment de l'économie pour les uns et le contraire pour les autres.

Confrontée à des défis d'un nombre et d'une ampleur unique dans son Histoire, la société humaine panique. Chaque décision politique en réponse à une problématique implique une cascade de conséquences plus ou moins onéreuses, sinon mortifères. L'écologie peine à passer en raison de son coût social et sociétal. Il en va de même pour les retraites, la redistribution de la création de richesse qui recule après plus d'un siècle de progrès. Des décisions sont prises pour parvenir à faire perdurer le système socio-économique échu du vingtième siècle pour s'épargner de nouvelles conséquences fâcheuses, aggravant les problèmes en les projetant plus loin dans l'avenir. Tout, plutôt qu'évoluer, quitte à perdre l'acquis et tout détruire.

Le dogme socio-économique, construit au début du vingtième siècle pour le vingtième siècle, en remplacement de celui du dix-neuvième siècle adapté à la révolution industrielle à l'époque, est échu depuis des décennies et perdure pourtant, nous menaçant de perte. Deux siècles de progression sociale, sociétale, technologique, qui ont porté la population, dorénavant exposée à une qualité de vie unique dans l'Histoire de l'Humanité, mais dans un environnement et une société laminés par une croissance reposant sur l'exploitation avide de l'environnement et la surconsommation. Un nouveau paradigme s'impose de lui-même et donc ceux qui sont capables de le concevoir et le porter avec la vision du vingt-et-unième siècle.

Toute chose étant liée aux autres, d'offrir une réponse globale réaliste, plausible, humaine, logique, menant à des solutions progressistes, résout mécaniquement l'ensemble des problèmes qui sont intimement intriqués. Courant Constructif a une idée, qui le fait disposer de l'unique concept, pleinement intégré, prenant en considération tous les paramètres de la société. À même de franchir naturellement une nouvelle étape en élevant l'humain au rang suivant de son évolution dans un système socio-économique plus inclusif et contributif, plus démocratique, et donc conséquemment écologique et humaniste. Avec un concept de transition sociétale reposant sur les changements que l'économie du vingt-et-unième siècle impose et non pas pour parvenir à s'adapter afin d'y résister comme le font les autres mouvements dans une fuite en avant éperdue. Courant Constructif, tout au contraire, propose de s'y engouffrer et d'exploiter à l'avantage de tous ce qui est aujourd'hui perçu par l'ensemble comme une menace, alors que ce sont autant de nouvelles opportunités aussi considérables que celles qui ont porté la société durant les « Trente glorieuses » au vingtième siècle.

Courant Constructif est notre solution. Celle qu'il vaut la peine de découvrir, qui inverse la perception des problématiques contemporaines, les transformant en opportunités. L'écologie, la retraite, le revenu de base, la démocratie renforcée ne sont plus des coûts, mais autant de sources de croissance positive. Une vision globale, forgeant le socle de notre future croissance, plus écologique, plus démocratique, plus interactive, à même de nous offrir de nouvelles « Trente glorieuses » au vingt-et-unième siècle en inversant le réchauffement climatique. Ceci grâce à l'intégration de tous dans un système socio-économique promettant un nouveau saut évolutif. Dans une vision profondément holiste d'un système sociétal largement inclusif soutenu par la maîtrise exceptionnelle des perspectives que nous possédons. Obtenir les éléments de réponse aux questions est le premier pas vers la résolution des problèmes. Et dans ce paysage bredouillant de pseudo-solutions hasardeuses, Courant Constructif est la première entité du vingt-et-unième siècle, la réponse naturelle adaptative de l'environnement sociétal, que la population attend. Celle-ci ne reposant plus sur la division séculaire de la société imposée par le travail au dix-neuvième siècle. Le combat contre l'inégalité qui s'est remise à progresser, la nécessité d'inverser le réchauffement climatique, les sciences, les technologies, les progrès sociaux, du vingt-et-unième siècle doivent nous rassembler.



©Renouveau Sociétal 2011 réalisé par Thierry Curty

AUJOURD'HUI

1) Une société dans le même état que l'environnement

Le constat, désespérant, est sans appel. Désormais l'emploi n'enrichit plus, il paupérise et endette le pays. La croissance n'apporte plus de développement, elle compromet la viabilité de l'environnement indispensable à l'humain. La hausse de l'espérance de vie n'est plus une chance, elle est une charge. L'énergie n'est plus source de croissance mais d'angoisse. Les transports ne sont plus une opportunité de voyage mais une source de dégoût. L'union des peuples n'est plus un bienfait mais une source de haine. Courant Constructif y voit autant d'opportunités, puisqu'il faut un problème pour appliquer une solution. Et à tout bien y réfléchir, il n'y a pas tant de paramètres sociétaux qui génèrent toute cette morosité. L'emploi : on ne renonce pas au passé parce que l'avenir en proposerait moins et c'est sur ce socle que repose la redistribution de la création de richesse aujourd'hui. La vieillesse : parce que le senior est soustrait de la société et mis à sa charge, même contre son gré. La jalousie : les uns travaillent et sont de plus en plus pressurés au gré de l'aggravation des choses alors que les autres sont réputés en profiter. La peur : les déclinismes apocalyptiques sont légion et génèrent de la panique

Un peu d'Histoire... La révolution industrielle induit un changement profond de paradigme dans les économies les plus avancées. Elle mit fin à la monarchie, apportât la liberté d'initiative, l'accès à la santé, la Culture, l'éducation, la démocratie, l'autonomie, aux populations qui eurent la chance d'y être exposées, une fraction de l'humanité. Au cours du dix-neuvième et vingtième siècle, ces

populations connurent un développement fantastique, plus en deux siècles que depuis l'apparition du premier humain sur Terre. Au dix-neuvième siècle la ressource naturelle était si abondante et l'humanité si peu nombreuse, en particulier celle accédant au niveau de vie que leur offrait la civilisation moderne, que tout semblait illimité. Un ressenti qui se vit propulsé loin dans le temps, trop loin. On y parlait déjà de pollution et d'épuisement des ressources, mais il y en avait tellement, partout, et les conséquences étaient si lointaines, si nébuleuses, qu'elles paraissaient insignifiantes.

Le progrès social fût tel, l'élévation de la qualité de vie si fulgurante, que les premiers signaux d'alerte ne réfrénèrent pas la soif de croissance bienfaisante. La société se développa ainsi dans l'insouciance, un doux ronronnement social s'étant progressivement installé. Tant et si bien que la part d'humanité exposée à ce si formidable développement, connut une ère de prospérité et de bonheur inconcevable seulement quelques décennies plus tôt, dans le monde précédent. Les avancées scientifiques autant que technologiques finirent par prendre des proportions mirobolantes, un boulevard lumineux s'ouvrant largement sur l'humanité, malheureusement inaccessible en raison des murs que les progrès mirifiques de la civilisation lui érigèrent à ses entrées et devant lesquels nous nous trouvons aujourd'hui.

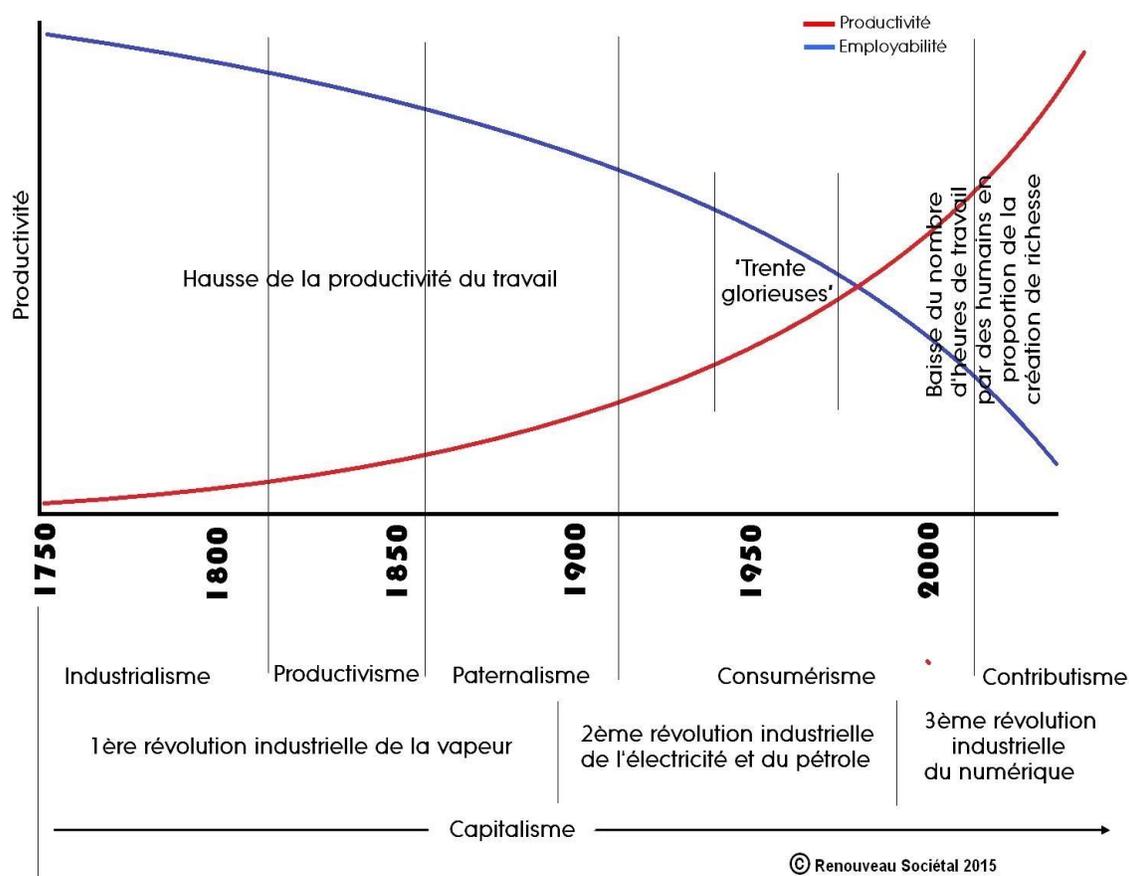
Il en a finalement résulté des conséquences dramatiques : la ressource naturelle inépuisable exploitée jusque-là apparaît désormais quasiment épuisée. La pollution de l'environnement a déstabilisé les écosystèmes, contraint la biodiversité, érodé et contaminé les sols, comme l'eau et l'air, jusqu'à réchauffer le climat, compromettant la viabilité de l'environnement. Une dégradation telle qu'elle menace la pérennité de l'humanité elle-même. Le doux ronronnement de l'insouciance sociale portée par les « Trente glorieuses », dès l'après-guerre, renforcé par le rêve européen prometteur de paix et de développement sociétal, occupe les consciences. La dégradation de la situation induit la révolte et la dénégation de la réalité de l'avenir, le rejet de l'évolution par peur de perdre ce qui subsiste, le souvenir, de ces années bonheur.

Le développement technologique a apporté des machines de plus en plus performantes, augmentant d'abord la productivité du travail dans un premier temps. Puis, de plus en plus autonomes, suppléant insidieusement l'humain, la production s'est envolée au gré de l'attrition du nombre d'heures travaillées en proportion de la création de richesse, compromettant l'emploi de manière de plus en plus prégnante. Et avec l'intelligence artificielle c'est un nouveau pas qui se franchit. Elle n'en est qu'à ses balbutiements et compromet déjà --et ce depuis un moment-- la société de la révolution industrielle dont le socle de la redistribution de la création de richesse est cet emploi qui se réduit comme une peau de chagrin. La société exploite tout procédé permettant de retarder l'échéance. Dégradant la qualité de l'emploi et la qualité de vie avec le chômage et des conditions de plus en plus drastiques pour imposer de la contrainte, qui induit de la souffrance, de la peur et de la colère, exprimée dans la rue et les urnes. Après des décennies de progrès social, la

société sacrifie tout pour ne pas évoluer. Des tensions sociales émergent pour s’y opposer, symptômes du rejet de la souffrance induite par le refus d’évoluer en raison de la résistance sociale et les régressions que ce refus impose.

Si certes l’apparition de l’intelligence artificielle a nécessité de nouvelles compétences et des hommes pour les mettre en œuvre, il n’y en a pas autant besoin qu’auparavant, puisque l’essentiel du travail se fait avec peu de salariés. Nous sommes arrivés à cette période charnière où la machine ne se contente plus de démultiplier la force de l’homme qui travaille pour la faire fonctionner, l’intelligence artificielle la rend largement autonome. Elle n’est --provisoirement-- encore qu’artificielle, c’est ses fonctions préprogrammées imitatrices de l’Homme, dont elle dépend encore largement, qui la qualifient d’intelligente, mais elle progresse. Et aujourd’hui déjà une poignée d’hommes organise le travail au travers de quelques commandes informatiques et ce sont des milliers d’emplois, parfois plusieurs centaines de milliers, qui sont impactés, sans limite de distance grâce aux réseaux, un robot-ordinateur aux Etats-Unis ou en Allemagne peut gérer une unité logistique, automatisée comme avec des salariés, en Italie, en Bulgarie ou en Corée du Sud. Une autonomisation des machines en constante progression qui réduit progressivement les possibilités d’agissements de la société pour maintenir de l’emploi, même de plus en plus mauvaise qualité, à n’importe quel prix et de plus en plus absurde.

Il faut de moins en moins d’humains pour commander des machines qui font de plus en plus de tâches et vont même jusqu’à commander des humains. Désormais, on trouve dans les usines ou les hangars logistiques, des humains avec des casques sur les oreilles qui exécutent les instructions de la machine qui ordonne à haute voix : « mettez la vis Machin dans le trou Y » ou « prenez deux cartons Bidule dans la colonne Chose ». Et, même, si l’humain cale, connaît un problème, la machine est capable de l’interroger pour connaître le problème et d’émettre une sanction, qui peut aller jusqu’au licenciement automatique. Et ainsi de suite. La société, terrorisée par l’idée du surclassement de l’humain par la machine au travail, se soumet à la contrainte que le robot prenne le pas sur l’humain qui n’est plus qu’une machine-outil à son service : « au moins lui, il a un travail ». Activant ainsi ce qui lui fait si peur et contribue au développement de cette peur irrationnelle. L’idée de la « restauration de la valeur travail », symptôme du fait qu’elle n’est plus, est sur toutes les lèvres. Que vaut le travail d’un humain dégradé au rôle de prendre la place d’un robot qui serait plus efficient que lui ?



Certains se basent sur l'évolution de nos technologies d'antan, qui ont nécessité de nouvelles connaissances pour les faire fonctionner, et donc de transférer des compétences vers ces mêmes technologies pour les faire fonctionner. Par exemple, dans l'industrie automobile, avec l'arrivée des moteurs thermiques pour remplacer les chevaux au début du vingtième siècle, il a fallu transférer les artisans des voitures hippomobiles vers l'automobile à moteur. Ainsi, les maréchaux-ferrants sont devenus des mécaniciens, les cochers des chauffeurs, les fabricants de diligences des carrossiers pour les fabricants d'automobiles issus des charrons. Mais la technologie d'antan nécessitait la présence d'humains pour fonctionner. Les machines n'étaient qu'un instrument de puissance, elles ne pouvaient que démultiplier la force musculaire des humains, qui devaient être présents en permanence pour les faire fonctionner.

C'est dans ce contexte que le chômage de masse s'est installé, avec son lot de conséquences, un facteur non négligeable de crise économique. Et au lieu de s'adapter à cet état de fait, pour maintenir les emplois, on subventionne les vieilles industries. Indignes de notre niveau technologique, qui ne créent que trop peu de richesse en raison de la faible valeur ajoutée de leur production par rapport aux besoins induits par notre développement sociétal. L'État doit leur venir en aide pour qu'elles maintiennent les emplois et, si possible, en créent, même artificiellement,

quittes à diluer les salaires et adapter les tâches pour les rendre moins efficaces. D'autant plus que cette même production à trop faible valeur ajoutée entre en concurrence frontale avec celle des pays émergents. Qui savent désormais produire ce que nous produisons il y a trente ou quarante ans et que nous perpétuons bêtement aujourd'hui au détriment de nos très hautes technologies, fortement génératrices de richesse, mais de trop peu d'emplois.

C'est pourquoi, pour ne pas perdre des parts de marché, les prix doivent être tirés vers le bas. Mais comme cela ne permet pas aux entreprises de générer des bénéfices suffisants pour créer des emplois, on cumule subventions et avantages fiscaux ou sociaux d'une politique budgétaire accommodante d'un côté, de l'autre par une politique monétaire tout aussi accommodante avec des taux directeurs historiquement bas, pour favoriser l'investissement, réduisant les rentrées de l'Etat contraint à s'endetter pour se financer. Les salariés, dilués dans un nombre trop important de fonctions sans réelle utilité, et les entreprises ne produisant plus autant de richesse sur notre sol, le revenu médian est très en-dessous de ce qu'il aurait dû être si la hausse du pouvoir d'achat avait connu une progression linéaire. Ce qui induit une baisse de ce même pouvoir d'achat eu égard à la complexification de la société qui allonge continuellement les budgets des ménages par son inflation de besoins. Les ménages ont de plus en plus de moyens, mais de plus en plus de besoins. Une augmentation que la progression ralentie de la hausse du pouvoir d'achat ne permet plus d'assumer induisant ce sentiment de baisse du pouvoir d'achat, alors même qu'il n'a jamais été aussi élevé.

Cette politique de subventionnement systémique de ces vieilles industries a un impact négatif sur le déploiement d'entreprises technologiques plus écologiques, à très forte valeur ajoutée mais moins génératrices d'emplois. Le secteur des hautes technologies n'ayant pas besoin d'autant de salariés pour fonctionner, reste au second plan. Les vieilles industries, pour continuer de fonctionner, bien qu'elles ne créent plus suffisamment de richesse en raison de la faible valeur ajoutée de leur production et polluent, ce pour financer notre système socio-économique issu de la flamboyance du passé, reçoivent l'essentiel des subventions. Les entreprises produisant des produits technologiques peinent à trouver des débouchés commerciaux suffisants du fait que leurs clients potentiels ne doivent pas mettre trop de technologies dans leurs entreprises au risque de supprimer des emplois. Ce qui n'irait pas dans le sens de la politique actuelle. La société marche sur la tête pour éviter d'évoluer, tout plutôt qu'évoluer, quittes à régresser, à sacrifier de l'humain comme un aérostat largue du sable pour reprendre de l'altitude.

Alors que la France a tant d'atouts pour développer un pôle technologique et être une pionnière de niveau mondial dans l'automatisation, ce qu'elle est technologiquement, mais pas industriellement. Ce n'est pas pour rien que les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) disposent de nombreux centres de recherche sur le sol français. De ce fait, non

seulement ils nous ravissent des parts de marché, mais en plus, ils profitent de notre savoir-faire. Cette baisse de capacité de production de richesse chez nous n'est pas sans conséquence chez les pays émergents. A force de vouloir à tout prix conserver les emplois chez nous en phagocytant les investissements pour conserver les vieilles industries, on les prive d'un levier pour se développer. La baisse des taux directeurs pour concentrer l'investissement sur notre sol pour préserver l'emploi se fait au détriment des émergents, qui n'ont pas les moyens des mêmes efforts, rendant l'investissement moins concurrentiel chez eux et donc moins intéressant pour les financiers. Cette situation les contraint à l'endettement pour soutenir leur développement qui se produit plus difficilement, alors qu'ils sont nos partenaires et représentent nos futurs marchés, ce qui est la cause du ralentissement de la croissance mondiale et donc, par répercussion, de la nôtre. En les privant de nos industries obsolètes chez nous, nous péjorons ces nouveaux marchés où notre production à forte valeur ajoutée pourrait trouver preneur. Ce qui accentue davantage notre baisse de capacité de création de richesse sur notre sol et donc notre croissance, et, par ricochet, notre développement sociétal. Nous trouvons là la source de nos troubles sociaux et des revendications bien légitimes.

Cette politique pour l'emploi n'est pas gratuite. Il faut la financer. Il faut soit emprunter toujours plus pour compenser les pertes, soit paupériser progressivement. Avec l'État qui subventionne de plus en plus les entreprises, par divers biais, une litanie de cadeaux, d'avantages, de baisses d'impôts, de primes aux bas salaires, pour qu'elles maintiennent les emplois, l'inégalité se creuse. État qui par ailleurs doit payer les pots cassés pour empêcher le système de s'effondrer sur lui-même. A force qu'il faille renflouer l'économie, à un moment donné, l'État perd de ses moyens pour assurer son rôle stabilisateur. En effet, si un krach boursier fait perdre en capacité de création de richesse, et donc des recettes fiscales, il perd par la même occasion des ressources pour assurer ses fonctions régaliennes. À terme, une fois surendetté et sa population paupérisée, c'est sa faillite en bout de route. Une faillite aux conséquences mortifères, parce que si par le passé lorsqu'un pays occidental faisait faillite, il pouvait se relever, faisant partie des seuls pays développés de la planète. Aujourd'hui ce n'est plus le cas et de tomber est l'occasion pour les nouveaux entrants de s'installer en position dominante, la fin d'une civilisation pour le bien d'une autre, moins inclusive et donc plus performante.

Cet acharnement à vouloir à tout prix maintenir l'emploi n'est pas non plus sans conséquence sur l'environnement. Il serait bon de rappeler ce pour quoi on a produit en grande quantité et bon marché. Alors que la Seconde Guerre Mondiale est passée et que le système paternaliste a trouvé ses limites avec la crise de 1929, qui a indirectement conduit à la guerre avec la paupérisation de la population qui a donné du grain à moudre aux populistes, il fallait trouver un nouveau système de création puis de redistribution de la richesse pour en faire bénéficier l'ensemble. C'est dans ce contexte qu'a été tiré le constat que pour élever la population, il faut qu'elle ait du travail, encore

indispensable à cette époque où les machines ne pouvaient toujours pas fonctionner seules. Seulement, pour donner du travail, il faut produire énormément. Il faut faire en sorte que le produit ne dure pas trop longtemps, pour qu'on doive le renouveler souvent et ainsi redonner de quoi faire tourner l'outil de production. Il fallait aussi faire en sorte que cette production soit le meilleur marché possible, pour permettre à l'ouvrier d'acheter sa production. C'est ainsi qu'est née la société consumériste du vingtième siècle. Seulement, cette société consumériste consommait beaucoup d'énergie et de matières premières du fait du très grand nombre de marchandises qu'il fallait produire. Marchandises qu'il fallait aussi stocker et transporter. Ce qui n'avait encore que peu d'importance au commencement de ce système, au regard du fait que la population mondiale n'était que de deux milliards et demi d'habitants au cours de la décennie 1950. Population mondiale dont la majorité se trouvait encore dans les pays du Tiers monde, si elle n'était pas tout simplement colonisée, et ne jouissait pas encore d'un niveau de vie convenable.

La situation a commencé à se renverser dans les années 1980 où la population mondiale a dépassé les 4 milliards d'habitants. Ce nombre d'habitants représentait le seuil au-delà duquel la Terre ne peut plus fournir de quoi vivre confortablement à toute la population avec ce modèle socio-économique ultra-productiviste, dilapidant la ressource comme si elle était illimitée. Ce qui conduit la population à se résoudre à la promiscuité, à se serrer pour faire de la place aux nouveaux arrivants, genèse d'une nouvelle tension. Ce faisant, en contrepartie de ses efforts, la population mondiale voit alors son niveau de vie malgré tout s'élever continuellement, justifiant la fuite en avant dans ce modèle désormais échu. Si la population mondiale augmente, non seulement le niveau de vie de la population des économies avancées continue de s'élever, mais de surcroît une part grandissante de cette population mondiale, jusque-là laissée pour compte, accède à la civilisation. La société de la redistribution par le consumérisme a donc atteint ses limites dans les années 1980. Décennie où l'automatisation des tâches fait son apparition dans le paysage industriel occidental et qui aurait pu changer la donne en permettant une réorientation de la production. Sans le souci de donner du travail au plus grand nombre, nous aurions pu orienter notre production vers le qualitatif plutôt que le quantitatif et bon marché. Seulement voilà, on a continué avec le modèle consumériste du vingtième siècle dans le souci de conserver les emplois.

2) La nouvelle économie

Ce capitalisme ambiant étant issu d'une société profondément inégalitaire après la Révolution française où une infime fraction de la population détenait l'argent et l'éducation, sa résultante en est son imperfection. Ainsi, le problème du système financier actuel, d'une complexité résultant de milliers d'années d'évolution, c'est que loin d'être démocratique et ouvert, il est entre les mains

d'une minorité qui le contrôle largement. Non pas que cette minorité se soit accaparée cette finance, mais que le peuple ne pouvait jusque-là pas se l'approprier, elle lui était inaccessible. Puisque lors de son instauration seule une minorité était riche et instruite et donc en mesure d'investir, d'agir sur le fonctionnement de l'économie par ses choix, et par conséquent influencer sur les grandes orientations économiques et politiques du pays, elle acquit le pouvoir de fait, l'érigeant en élite. Le reste de la population n'ayant alors pas d'autre choix que d'accepter les décisions de cette oligarchie nouvelle et de vivre en conséquence. D'autant qu'encore fruste et inculte elle ne disposait pas des instruments nécessaires pour constituer le contre-pouvoir nécessaire à l'équilibre.

La formidable croissance du vingtième siècle a permis l'accès à l'éducation. La population est donc désormais plus instruite. En outre, disposant également d'un patrimoine et d'une épargne grâce à l'élévation de son niveau de vie avec le travail, elle est désormais en mesure de contribuer à l'investissement, des montants moins conséquents, sinon infimes, mais portés par le nombre, et donc d'influer sur son devenir, ce qui constitue un changement fondamental. De pouvoir agir directement sur l'investissement est la première source de démocratie, mais aussi d'écologie. Les marches pour le climat, les plaintes contre l'État inactif sont là pour démontrer à quel point si le public était la source des décisions, il agirait dans le sens de l'écologie. Et étant confronté directement aux conséquences de ses choix, ses décisions seraient pleinement démocratiques. Et ce sans compromission sur les capacités de l'État à devoir consentir des investissements que le public ne choisirait pas forcément mais qui restent pourtant indispensables au fonctionnement de la société.

Le formidable développement technologique et sociétal de la croissance du vingtième siècle offre donc une véritable opportunité d'influence, d'interaction entre les individus avec l'économie, donc la politique et l'État. Et la nouvelle économie contamine tous les domaines où la différence fondamentale est que jusque-là c'était en travaillant pour produire que l'individu gagnait, alors que désormais c'est en contribuant qu'il bénéficie de retombées. En achetant des tokens d'une startup dans une ICO, en contribuant à son financement en crowdlending, en contribuant à la croissance par ses choix qui influent sur la politique. Jamais dans son histoire la masse n'avait eu devant elle une telle diversité d'opportunités pour exercer son droit d'initiative. Et c'est dans la masse que se trouve désormais l'innovation pour demain, des millions de gens qui ont des idées qui ne demandent qu'à s'exprimer, ce qui est enfin possible.

Sans l'écologie et la démocratie, dans un monde ravagé par la croissance reposant sur la ressource du vingtième siècle, l'humanité n'aura pas d'avenir. Mais, inconsciemment, l'humanité a développé les moyens qu'il lui fallait pour répondre à cette échéance qui n'a rien d'inéluctable. Et ce d'autant que cette formidable progression contient en elle les germes de sa propre évolution, inéluctable. De par la démocratisation même du capitalisme que représente la nouvelle économie, il ne pourra

que connaître sa fin à terme après son apothéose. Ce qui fera de chacun un acteur de la société du vingt-et-unième siècle. L'automatisation signe l'attrition de l'emploi. Sa trivialisation, exporte la production à l'extérieur de l'usine, rendant possible la fabrication de ce qui nécessitait une industrie jusque-là, induisant l'attrition progressive du coût marginal, socle du capitalisme de grand-papa, promettant sa fin au courant du siècle. Pour accompagner cette transition, pour l'initier, tracer la voie, il faut de nouvelles compétences, une nouvelle connaissance capable de projeter la société loin dans le vingt-et-unième siècle, dont Courant Constructif est porteur à un niveau unique.

SOLUTION

Les maîtres-mots pour Courant Constructif sont de retrouver le chemin de la croissance, d'une autre croissance, et donc du développement sociétal au vingt-et-unième siècle, de manière profondément, systématiquement écologique. La croissance n'a pas toujours reposé sur l'exploitation de la ressource. Par le passé, elle a reposé sur l'artisanat, le pillage, l'agriculture. Puis donc l'ultraconsumérisme au vingtième siècle. Il est récent que l'échange économique, qui est la réponse de la civilisation à la guerre, en soit le socle. Il n'y a dès lors rien de troublant à ce qu'elle repose sur les opportunités du vingt-et-unième siècle, sur de nouvelles valeurs, plus humanistes, plus démocratiques, et l'inversion de l'anthropie destructrice du vingtième siècle. Le réchauffement climatique n'est pas une fatalité, mais une opportunité de développer une nouvelle industrie visant à son inversion sans compromission de la qualité de vie, mais au contraire son élévation. Cela peut sembler paradoxal, mais la solution au réchauffement climatique n'est pas dans la privation de la régression sociétale, dans la sobriété, mais dans une nouvelle opulence. Ce qui implique une conscience des choses dont Courant Constructif, qui est la réponse naturelle du vingt-et-unième siècle pour le vingt-et-unième siècle, est porteur.

C'est dans l'autodétermination, le développement personnel, l'inclusion, l'abolition de la misère, l'égalité économique et sexuelle, la recherche de la mixité sociale que les réponses sont à trouver, où se trouve le plus grand potentiel de croissance et d'écologie. C'est un nouveau contrat social élevant l'humain au rang suivant de son évolution pour lequel la nature l'a spécifiquement doté, opposée au dogme de le considérer comme une machine-outil pour exécuter une tâche sans attrait dans le seul but qu'il ait un emploi. Poussant la pathologie de l'acharnement au travail que s'il n'en a plus, son seul et unique rôle dans la vie est de s'en chercher un autre plutôt que de se rendre utile à quelque chose. Et s'il le fait avec trop peu de conviction, il sera sévèrement sanctionné, châtié par l'exclusion. L'humain a bien plus de valeur que ce manque de considération de son essence, et sa créativité lui confère des capacités qui sont la source de la réponse aux murs qu'il s'est érigé.

Une vision sans lutte des classes, parce que de combattre les riches ne les a jamais empêché d'être riches ni les pauvres d'être pauvres. Et qu'il y ait des pauvres n'est bénéfique à personne alors qu'il

y ait des riches pourrait l'être pour tout le monde. La lutte des classes était compréhensible à une époque où les uns étaient au service des autres. Elle n'a plus de sens dans la société collaborative du vingt-et-unième siècle que nous voulons construire, si l'inégalité recule et n'est plus cause de misère et d'injustice sociale. Deux paramètres qui semblent inaccessible avec la société dans son fonctionnement actuel, mais pour résoudre lesquels il suffirait de si peu de choses. Qui ne compromettrait absolument personne, ni la liberté d'entreprendre, ni la richesse, ni la démocratie, faisant reculer l'inégalité. L'humanité a un avenir plus vertigineux que jamais devant elle. Courant Constructif propose les solutions qui permettent de s'engager sur cette voie, qui ne sont ni de gauche, ni de droite, juste une logique socio-économique démocratique et écologique pour le vingt-et-unième siècle, sans à priori envers les uns ou les autres. Si des millénaires de civilisation ont induit des tensions sociales, elles n'ont eu de cesse d'élever continuellement la société des hommes et de les réduire, quasiment jusqu'à les gommer. C'est la crise induite par les murs auxquels le progrès social confronte désormais l'humanité qui les réactive et les exacerbe en rognant l'avance gagnée par tant d'efforts. Finalement, le rôle même de la civilisation est de parvenir à terme à offrir à tous une société unie et équitable, c'en est même sa définition la plus plausible. Parvenir à une société où les uns servent aux autres sans compromis des droits individuels et au bénéfice de tous est le rêve caché de l'humanité. Et ce siècle, après tous ces millénaires d'évolution, nous offre de la toucher du doigt.

Il nous appartient à tous de projeter vers l'avenir notre société en exploitant les opportunités qu'elle nous offre, en faisant de ses faiblesses les forces de demain, que la compétition qui y sévit se concrétise dans une coopération spontanée qui intégrera chacun dans une entité dont le tout sera plus grand que la somme des parties. Pour que nous ayons tous un avenir, pour offrir un avenir à l'humanité en transformant l'adversité du moment en la plus formidable opportunité de l'Histoire de l'humanité. Et c'est toute la vision unique de Courant Constructif d'une société non uniforme et inclusive portant la société à l'échelon suivant de son évolution avec une démocratie et une écologie renforcées. L'idéologie de Courant Constructif nous apprend que la distance à parcourir n'est pas aussi grande qu'il n'y paraît pour inverser les choses au bénéfice de tous, grâce à une inversion des paradigmes qui ont fait notre grandeur et sont désormais toxiques. Une vision qui n'a rien d'utopiste, il ne s'agit pas d'un idéalisme révolutionnaire irréaliste visant à tout casser, mais bien d'un concept élaboré, clair et compréhensible pour quiconque se donne la peine de le comprendre, qui ne pointe du doigt personne, ne stigmatise personne, n'agresse personne.

Des mouvements divers se développent, écologistes, survivalistes, fatalistes, dont le trait commun est de proposer chacun un nouveau paradigme humain en renversant la table, détruisant l'existant dans l'espoir de reconstruire quelque chose de moins opulent, moins confortable, moins bien, sous prétexte d'avenir. Or ce n'est pas d'un nouveau paradigme humain dont nous avons besoin, mais d'un nouveau paradigme sociétal, humaniste. Régresser pour survivre n'est pas une option.

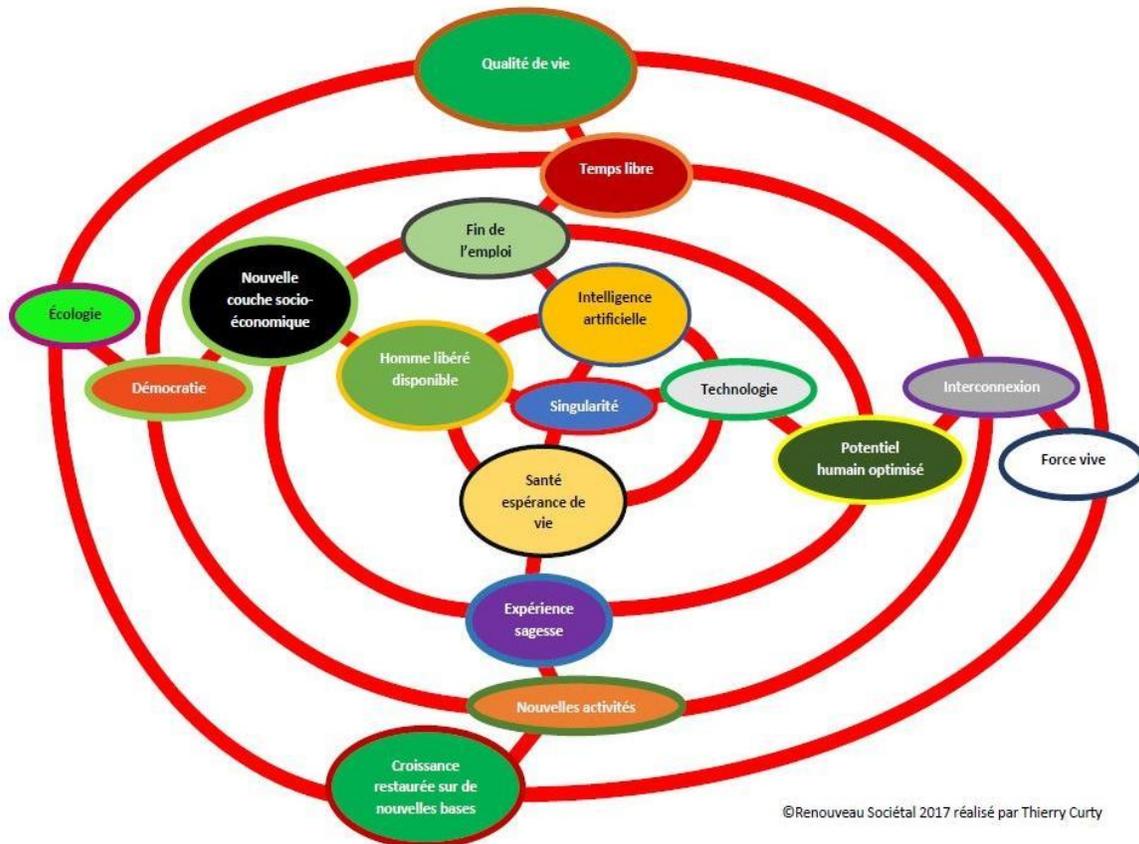
Réfréner le développement des émergents sous prétexte de péril pas plus. Ce dont nous avons besoin, c'est de réponses à chaque problématique, de pragmatisme, pour la transformer en opportunité. Et jamais les opportunités n'ont été aussi considérables. Jamais l'Humanité n'a eu autant d'opportunités de s'élever, de progresser, grâce à de nouvelles énergies, de nouveaux matériaux, de nouveaux moyens de communiquer.

Courant Constructif a la connaissance de ces possibilités et une vision de l'avenir qui lui permet l'intégration de tous grâce à un concept très vaste, englobant tous les paramètres de la société, tous les individus dans un tout, à même de nous offrir une nouvelle période de trente glorieuses pour le vingt-et-unième siècle reposant sur le recul de l'inégalité, la démocratie, l'écologie, en exploitant la pollution du vingtième siècle comme une manne, comme la ressource naturelle qui nous manque aujourd'hui. Permettant à tous de contribuer, par un moyen ou un autre, remplaçant le mot « travail » par « activité », faisant que la société ne repose plus sur la nécessité pour chacun de travailler mais pour la possibilité pour chacun d'exister. Courant Constructif n'a rien d'utopiste, son dogme repose intégralement sur la société existante. Il ne propose pas de renverser la table, mais juste de laver les couverts et la nappe.

Tout est à moduler, mais pas à remplacer, il ne s'agit que de déplacer les curseurs pour obtenir un réglage aussi sophistiqué que celui d'aujourd'hui. Cela touche à la redistribution, dont le pilier central ne sera plus le salaire, qui représente une fraction de la contribution personnelle d'un individu à la production de richesse d'une entreprise, mais que chacun perçoive sa part pour sa contribution personnelle à la production globale de richesse. La fiscalité, aujourd'hui inadaptée à la révolution numérique, induisant inégalité, injustice, évasion et fraude fiscale. Une vraie souffrance pour la classe moyenne alors qu'il est la possibilité pour ceux qui en ont la capacité de ne pas le payer et ce sans véritable avantage sociétal en retour. Cela touche aussi à l'échange, l'interactivité, dans cette société aujourd'hui non structurée autour de la communication devenue universelle, qui ne sert qu'à s'insulter et se menacer plutôt qu'à Construire la société. Chacun de ces thèmes trouve une réponse logique pour chacun des éléments qui le composent dans la vision holistique de Courant Constructif autour de laquelle chacun est invité à contribuer pour en bâtir ce qui constituera son programme. Courant Constructif a la vision, la masse l'innovation.

Le rôle même d'une idéologie c'est d'offrir une solution globale, une ligne directrice. Elle était tracée par les rois, s'élargissant, elle fût tracée par les révolutionnaires, puis s'élargissant encore, par le Front populaire, se globalisant, elle sera tracée par le peuple. Courant Constructif propose d'en être sa boussole pour l'aider à construire le monde de demain autour des nouveaux paradigmes qui s'imposent. Une proposition alternative qui trouve aujourd'hui tout son sens dans les votations, dans les mouvements de la foule qui s'agite : Marche pour le climat, marche pour l'avenir, marche pour le progrès, Gilets jaunes. Le rejet du système socio-économique du vingtième

siècle et l'appel du changement sont évidents et irrépessibles. Désormais le peuple veut un avenir et il l'obtiendra et Courant Constructif est là pour ça, nous sommes ce qu'il attend, il suffit d'entendre ce que nous avons à dire, sur tous les sujets de préoccupation principaux.



Nous pouvons donc nous sortir de cette situation, dramatique, mais pas fatale. Il suffit pour cela d'adapter la société à la nouvelle économie qui s'impose en mettant en place un système plus inclusif, plus participatif. Il nous appartient de le faire en profitant de cette formidable opportunité d'une société qui fait un nouveau pas démocratique et écologique plutôt qu'attendre qu'elle s'impose à nous dans la souffrance. Nous offrirons un environnement stimulant et incitatif pour le déploiement des entreprises avec une Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE) très forte. Ce contrat néo-social constituera un label certifiant les entreprises signataires y adhérent. Ce label sera d'autant plus incitatif pour les entreprises qu'il leur permettra de gagner une certaine confiance vis-à-vis du public, qui sera autant de contributeurs qui seront, par un concept de démocratisation de l'économie, plus enclins à faire eux-mêmes le choix de soutenir ces projets responsables socialement et écologiquement. Offrant ainsi un réel pouvoir démocratique d'influence sur les grandes orientations politiques et économiques. Et ce tout en favorisant l'autodétermination, la création d'entreprise, le déploiement des idées, l'innovation, qui abondent dans le public et ne peuvent voir le jour aujourd'hui.

Au lieu de dilapider un pognon de dingue dans des plans de relances ou des subventions pour l'emploi, nous inverserons le paradigme en incitant les entreprises à s'automatiser le plus possible. Ce système sera un véritable vecteur de création de richesse car il dynamisera les secteurs correspondants, à très forte valeur ajoutée de par leur très haute technicité, leur offrant des débouchés commerciaux. Les robots sont sophistiqués et chers et permettent aux entreprises des fabrications plus complexes et plus qualitatives dans des unités de fabrication plus concentrées avec moins d'empreinte environnementale. Produire moins, mais mieux, avec une inversion de l'anthropie du vingtième siècle, sera synonyme de croissance et de respect de l'environnement. Pour éviter que cette automatisation ne devienne un nouveau vecteur de précarité, il faut adapter la société en offrant à tous, dans l'esprit de l'Économie des Communs, de nouvelles possibilités de contribution et donc d'activités économiques constituant une nouvelle couche socio-économique comme la civilisation n'a cessé d'en ajouter au fil de son Histoire au gré de son développement.

Mais pour que la population puisse s'approprier ce pouvoir économique et contribuer dynamiquement dans l'intérêt de tous, entrepreneur comme simple citoyen, il faut une grande plateforme qui lui permettra non seulement de financer, mais aussi de faire le choix des projets qui doivent voir le jour ou non, afin de créer l'avenir que le peuple souhaite voir émerger. Cette plateforme, l'économie de l'avenir, Courant Constructif en porte le projet. Si les uns et les autres doivent consacrer une part de leur épargne à l'investissement dans l'économie réelle, il faut un intermédiaire qui réunira l'ensemble et garantira le capital de ces acteurs de l'économie que tous seront. Cela permettra aussi aux individus porteurs de projet d'être visibles et de le défendre pour qu'ils puissent naître d'une volonté commune. Pour que cette démocratisation de l'économie fonctionne il importe évidemment que chacun ait les moyens de contribuer.

Cette nouvelle économie démocratisée, plus inclusive, induit de fait une globalisation de la création de richesse et donc, conséquemment, de sa redistribution à destination de tous. Le Revenu Universel est une évolution dès lors normale, qui répond à cette réalité. Courant Constructif propose un Revenu Universel distinct du revenu de base qui le complète. Un revenu garanti à tous qui bien qu'abolissant la misère et permettant l'inclusion de chacun en tant qu'acteur du développement sociétal dans la société, n'est pas « une aide sociale universelle ». C'est un dû, un droit acquis consécutivement à l'évolution de l'économie, une adaptation socio-économique progressiste d'incidence macro-sociétale. Au fil du temps la société s'est organisée de manière à intégrer tout le monde dans l'économie, s'il était possible au début du siècle de vivre en ermite dans une cabane ou une grotte, aujourd'hui ce n'est plus envisageable, la moindre cabane paie un impôt foncier et chaque achat est grevé de TVA, l'activité libérale implique des charges sociales. Chacun est donc en droit de percevoir sa part de la création globale de richesse à laquelle il contribue. Ainsi, le système dans lequel le citoyen évolue se construit autour de lui de manière à permettre à chacun d'apporter sa pierre à l'édifice par ses activités librement consenties ou ses

choix, porteurs d'une démocratie restaurée, renforcée.

La fiscalité peut être largement révisée pour s'adapter à la révolution numérique. L'impôt devrait, fort logiquement, contribuer à l'égalité et la mixité sociale et non pas creuser l'inégalité et diviser les couches sociales. Lorsque l'impôt sur le revenu a été introduit il représentait la grosse part du financement de l'Etat et a permis la réduction progressive de l'inégalité. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Réduit à la portion congrue des rentrées de l'Etat, il n'apporte strictement aucun avantage social ou sociétal et pas mal d'inconvénients. Reposant sur le seul argument qu'il est normal de le payer sous prétexte qu'on en a les moyens, il est la cause principale de souffrance pour la classe moyenne. Il est également la possibilité, pour ceux qui en ont les moyens, de ne pas le payer par des montages financiers lointains. La révolution numérique fait que le revenu comme la fortune ne sont plus que des lignes sur un écran d'ordinateur, qui peut se trouver absolument n'importe où. La révolution numérique rend non seulement possible, mais facilite l'évasion et la fraude fiscale. D'autant que plus il y en a et plus la fiscalité doit être augmentée pour compenser, incitant à l'évasion. Courant Constructif propose de mettre fin à l'évasion fiscale par un moyen technique simple consistant à rendre l'évasion fiscale plus chère que d'avoir son argent en France. En adaptant la fiscalité à la révolution numérique en faisant que l'impôt ne dépende plus seulement du niveau de revenu ou de fortune mais du niveau de vie, de manière à inciter à la mixité sociale.

L'industrie, automatisée, modernisée par le déploiement de nouvelles unités de captage et d'exploitation du carbone pour produire ce qui est aujourd'hui issu du pétrole, fibre de carbone, plastique, carburant neutre, inverse l'anthropie du vingtième siècle. Ce qui est la cause du réchauffement climatique devient la source de la création de richesse. Une richesse redistribuée par un système sociétal plus participatif où les emplois ne sont plus que ceux où l'humain est indispensable, revalorisés, plus satisfaisants. Et où ceux qui n'en ont plus occupent d'autres fonctions, dans une gouvernance une nouvelle fois mieux partagée. La révolution industrielle de la vapeur au dix-neuvième siècle a fait du paysan fruste et inculte, désœuvré par les machines, un ouvrier, salarié. La révolution industrielle du pétrole et de l'électricité, au vingtième siècle, a fait de cet ouvrier un citoyen, qui a accédé à la santé, l'éducation, la Culture, qui vote. Il n'y a rien d'anormal qu'après un siècle d'explosion de la cognition ce paysan devenu ouvrier devenu citoyen devienne au vingt-et-unième siècle un acteur du développement sociétal. C'est la conséquence logique et humaine de l'évolution de la civilisation. A chaque siècle sa transition sociétale, à nous de faire la nôtre.

Le dix-neuvième siècle a été celui de la puissance, grâce à l'apparition des machines.

Le vingtième siècle a été celui de la croissance, grâce à l'exploitation des machines.

Le vingt-et-unième siècle sera celui de l'intelligence, grâce à l'automatisation des machines.

Ce n'est pas un rêve, c'est le Courant Constructif.

